

traitements sont en soi trop élevés, de plus ils creusent davantage le fossé qui existe entre les hauts et les bas salariés. Cette politique contribue donc à une répartition injuste des revenus au Canada. En termes de dépenses nettes, le ministre dirait qu'il ne s'agit pas de millions de dollars et que cela . . .

● (1610)

M. Chrétien: Allons donc!

M. Broadbent: Qu'importe; je parle du gouvernement fédéral.

M. Chrétien: Allons donc!

M. Broadbent: J'ai pris les paroles du ministre au sérieux. J'espère aussi qu'il prend les miennes au sérieux et qu'il ne va pas s'esquiver. Je n'ai pas à souscrire à tout ce que font nos gouvernements provinciaux et je ne m'attends pas à ce que le ministre le fasse, surtout en ce qui concerne les gouvernements provinciaux libéraux.

Revenons-en au gouvernement fédéral. Outre l'injustice de l'augmentation du traitement des hauts fonctionnaires, qui gagnent de \$50,000 à \$60,000—injustice sur le plan de la répartition des revenus au Canada et en raison de ses effets inflationnistes—c'est beaucoup plus grave parce que cela sert de modèle à toute l'économie et je suis sûr que le ministre le sait bien. En ce qui concerne sa répercussion sur notre économie, cette mesure injuste a été beaucoup plus grave et négative que l'injustice fondamentale consistant à donner une proportion de plus en plus grande de notre revenu total à une fraction de plus en plus petite de notre population. Cette mesure a été aussi une cause majeure d'inflation dans le secteur privé et dans les administrations provinciales, où l'on a dû relever l'ensemble des traitements des 10% des fonctionnaires à l'échelon supérieur. C'est le gouvernement fédéral qui en est responsable. Nous nous sommes opposés aux énormes hausses du traitement des cadres supérieurs de la Fonction publique, d'abord pour des raisons de justice et, ensuite, à cause de leurs incidences sur l'économie.

Troisièmement, nous étions et nous sommes encore hostiles à ce que nous appelons la technique du saupoudrage dans les programmes conçus pour aider les industriels. Le nouveau parti démocratique, les économistes indépendants et, en fait, certaines commissions créées par le gouvernement pour faire des recherches, ont conclu que les quelque 250 millions de dollars destinés chaque année à financer des programmes tels que le DIP, la IRDIA, le PAiT etc . . . sont de l'argent gaspillé et que, si tous ces programmes étaient annulés, la situation de l'emploi y gagnerait, car on pourrait répartir les ressources plus intelligemment. Nous mettrions au rancart tous ces programmes. Nous en avons déjà fourni une liste et je serais heureux de les ajouter tous aux quelques autres que je viens de mentionner au ministre.

M. Chrétien: Schreyer nous demande plus d'argent.

M. Broadbent: C'est une autre question. Si nous discutons de la nécessité d'une planification nationale de toute l'économie, les problèmes de M. Schreyer pourraient être perçus dans un contexte différent. J'aimerais cependant que le ministre reste dans le cadre de la politique fédérale.

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: En quatrième lieu, j'aimerais ajouter que le nouveau parti démocratique ne se serait pas permis l'erreur qu'a commise le gouvernement fédéral en matière

Dépenses gouvernementales

de dépenses et d'indépendance économique, lorsqu'il a pratiquement donné des millions de dollars à l'industrie pétrolière et au projet Syncrude, à la fois directement et par voie d'avantages fiscaux.

Cinquièmement, nous nous débarrasserions d'Information Canada, car nous estimons que l'existence de cet organisme ne se justifie pas. Il fait double emploi avec les services d'information de presque tous les ministères. Nous le supprimerions donc et nous ferions faire ainsi quelques économies aux contribuables.

Sixièmement, tant à la Chambre qu'à l'extérieur, nous avons blâmé le gouvernement d'avoir affecté, ces dernières années, 250 millions de dollars à des entreprises aéronautiques de Montréal et de Toronto.

M. Chrétien: Et de Winnipeg.

M. Broadbent: Le ministre ajoute Winnipeg et je suis d'accord. On a dépensé cet argent sans prévoir aucune planification de l'industrie aéronautique canadienne. Le gouvernement va probablement commettre une autre bétise dans les prochaines semaines en décidant de fabriquer quelques avions de combat, car cette décision n'entrera absolument pas dans une planification nationale de l'industrie aéronautique. Ces 250 millions de dollars ont donc été galvaudés.

Bref, les membres de mon parti sont en faveur de la compression des dépenses gouvernementales dans certains domaines et nous avons déjà, comme je le fais maintenant, tenté de proposer certains exemples à la Chambre. Le ministre n'a pas abordé la question dans le contexte de l'économie canadienne et, à mon avis, les conservateurs n'ont pas invoqué un argument pertinent—bien que je comprenne leur thèse—mais la véritable question en litige n'est pas l'importance des dépenses gouvernementales. A mon avis, le véritable problème que nous devons aborder dans une économie mixte n'est pas celui des dépenses gouvernementales par rapport à celles du secteur privé. Il faut se demander dans quel secteur les dépenses sont faites dans l'économie et quelles seront en définitive leurs répercussions économiques.

Les investissements dans des centres commerciaux et les placements privés divers en période d'inflation ne sont ni plus ni moins inflationnistes que les dépenses gouvernementales, de sorte que c'est toute la question du contrôle des dépenses, de la gestion et de la planification des dépenses dans l'économie qui est en cause. Les conservateurs ont tort d'insister uniquement sur les dépenses publiques et j'ajouterais que le gouvernement a tort de répondre à l'argument global des conservateurs sans s'attacher à la question fondamentale et beaucoup plus grave, les dépenses par rapport à l'ensemble de l'économie. Ce qu'il nous faut, c'est une étude complète des dépenses du secteur public aussi bien que du secteur privé et ce n'est décidément pas ce que nous a donné le gouvernement.

Je passe maintenant à la déclaration du ministre au sujet des dépenses gouvernementales. Il tire un certain orgueil de ce que le livre blanc plafonne les dépenses du gouvernement fédéral pour l'an prochain, bien que le plafonnement ne soit pas sélectif. Nous rejetons cette formule. Il a tort de vouloir procéder de cette façon, parce qu'il fait des coupures dans de bons programmes ou en réduit l'importance, alors que certains devraient prendre de l'ampleur. Il ne dit rien de la nécessité de supprimer totalement certains autres programmes. Autrement dit, il se dégonfle. Le ministre accuse l'opposition officielle de ne pas soumettre de programmes précis. Je retourne au ministre l'argument qu'il a invoqué et je lui dis que sa